

Tim Phillips [00:00:00] :

Aujourd'hui, dans l'émission Voxtalks Economics, Vladimir Poutine a admis que les sanctions commerciales allaient nuire à l'économie russe. Mais quelle sera l'ampleur de cet impact ?

Bienvenue sur VoxTalks Economics du Center for Economic Policy Research. Je suis Tim Phillips, et chaque semaine, nous vous présentons les nouvelles recherches les plus importantes en économie. N'oubliez pas de vous abonner et de nous suivre sur notre compte Instagram « VoxTalks Economics ».

La mesure des conséquences des sanctions commerciales peut être une tâche complexe et longue. Et les estimations actuelles de l'effet des sanctions sur le PIB de la Russie et sur les économies des pays qui commercent avec la Russie sont bien sûr très disparates. Jean Imbs, de l'université de New York à Abu Dhabi, vient d'élaborer une nouvelle méthode pour estimer l'impact des sanctions commerciales. En l'appliquant aux échanges commerciaux de la Russie avec les pays de l'UE, il a découvert de nouveaux éléments importants et intéressants.

Il me rejoint maintenant. Jean, bienvenue à VoxTalks Economics.

Jean Imbs [00:01:09] :

Bonjour, Tim.

Tim Phillips [00:01:10] :

Revenons à l'époque avant cet article. Quelles étaient les méthodes traditionnellement utilisées pour évaluer l'impact des sanctions commerciales ?

Jean Imbs [00:01:19] :

La manière habituelle d'évaluer cela est, dans le contexte de modèles complexes, d'utiliser des modèles généraux où les schémas commerciaux sont modélisés de manière explicite. En particulier, les possibilités qu'ont les différents pays de remplacer le bien soumis à un embargo ou à une sanction sont explicitement prises en compte dans le modèle. Cela donne lieu à des panoramas assez complexes dans lesquels le modélisateur doit définir précisément la mesure dans laquelle une substitution est possible par le biais d'un paramètre. La mesure dans laquelle il est possible, par exemple, de trouver un substitut au pétrole ou au gaz russe est en fait assez difficile à déterminer parce que nous ne connaissons pas ces éventualités de manière très précise. Pour de nombreux pays et de nombreux secteurs.

Tim Phillips [00:02:04] :

Il semble qu'il soit très difficile de faire quelque chose comme cela rapidement. Il est très difficile de le faire en toute confiance.

Jean Imbs [00:02:11] :

Il est assez difficile de le faire en toute confiance. Pas nécessairement parce que le modèle est diablement complexe, même si tout le monde n'est pas capable de le faire. Tout le monde ne dispose pas du temps, de l'énergie et de la puissance de calcul nécessaires. Mais la question clé est la paramétrisation de cette élasticité en tant que substitution. Est-il facile pour l'Allemagne de trouver un substitut au gaz ou au pétrole russe ? En règle générale, il est difficile de calibrer cette question. C'est pourquoi l'état de la littérature consiste souvent à effectuer de nombreuses fois ce que nous appelons une analyse de sensibilité, c'est-à-dire à réexécuter le modèle autant de fois que l'on a d'estimations différentes pour ces élasticités. Cela peut prendre du temps et donner des résultats très différents.

Tim Phillips [00:02:52] :

Qu'y a-t-il de différent dans la façon dont vous avez abordé cette question ?

Jean Imbs [00:02:56] :

Ce que nous essayons de faire, c'est de proposer une méthode basée sur des données. Elle n'est pas basée sur un modèle, même si j'ai demandé que ce soit annoncé. Nous sommes également très attentifs à vérifier que ce que notre méthode implique est conforme aux résultats généraux trouvés par le modèle. Nous n'allons donc pas donner des chiffres très différents. Les résultats seront similaires, mais l'approche est purement basée sur les données. Elle repose donc principalement sur des données commerciales, ainsi que sur une interprétation et une décomposition spécifiques de ces données.

Tim Phillips [00:03:31] :

Votre objectif est-il de représenter ces modèles commerciaux de manière plus précise ou de créer quelque chose qui soit simplement plus facile à utiliser ?

Jean Imbs [00:03:43] :

Je suppose qu'il y a un peu des deux. L'objectif est en effet, avant tout, d'essayer de proposer quelque chose de pratique à mettre en œuvre sur la base de simples données, sans avoir besoin de modèles relativement complexes et, plus important encore, sans avoir à calibrer les élasticités que j'ai mentionnées plus tôt. Mais il s'agit également d'un effort pour, oui, représenter les modèles de commerce d'une manière légèrement plus riche. Ce que je veux dire par là, c'est que très souvent, ce que vous liriez dans les médias comme première approximation des effets des sanctions commerciales serait : combien l'Allemagne importe-t-elle de gaz de la Russie ? Nous insistons sur le fait que cette mesure basée sur les importations directes ou le commerce direct n'est qu'une caractérisation imparfaite de l'importance du pétrole ou du gaz pour l'Allemagne, car l'Allemagne importe également des biens et produit des biens qui utilisent eux-mêmes ce gaz et ce pétrole. Il existe donc de nombreux modèles d'échanges indirects qui seront affectés dans le cas d'un embargo ou d'une sanction commerciale. Ce que nous essayons de souligner, c'est qu'il ne faut pas oublier que ces schémas commerciaux indirects sont potentiellement important pour les effets des sanctions.

Tim Phillips [00:04:52] :

Et sur quelles données vous appuyez-vous pour réaliser vos estimations ?

Jean Imbs [00:04:58] :

Ce dont nous avons besoin, c'est de ce que nous appelons des tableaux d'entrées-sorties. Il s'agit donc de mesures du commerce vertical, c'est-à-dire de la quantité de biens que le secteur A importe du secteur B pour produire ce qu'il produit. La dimension vraiment importante ici est la dimension mondiale. Nous disposons donc de tableaux nationaux des entrées et des sorties qui caractérisent ces tendances au sein des pays. Nous disposons de ce type de tableau depuis des décennies, mais nous n'avons que depuis quelques années la composante internationale de ces tableaux. Et c'est vraiment crucial pour ce que nous essayons de faire ici.

[Voiceover] [00:05:35] :

En mars 2023, nous nous sommes rendus à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour discuter avec Beata Javorcik de la manière dont les entreprises des économies en transition réévaluent leur approche de la mondialisation. Écoutez notre épisode intitulé "Des forces puissantes remodelent le commerce mondial".

[Voiceover] [00:05:55] :

Dans une allure belliqueuse, Poutine a menacé de tourner le dos à l'accord sur les céréales conclu sous l'égide de l'ONU, de couper l'approvisionnement énergétique de l'Europe et a insisté sur le fait qu'en dépit de la pression économique et des terribles pertes subies sur le champ de bataille, son pays s'en sortait très bien.

Tim Phillips [00:06:11] :

Jean, vous avez donc appliqué cette méthode à la Russie et vous avez estimé l'effet des sanctions de deux manières. Parlez-nous de ces deux méthodes.

Jean Imbs [00:06:21] :

Ce que nous avons essayé de faire, c'est d'abord d'examiner l'effet sur la Russie des sanctions sur les exportations russes. Nous nous sommes donc concentrés sur l'effet d'un embargo sur les exportations d'énergie russes. Nous avons également étudié l'effet sur la Russie d'un embargo total sur les exportations russes, et pas seulement sur les exportations d'énergie. C'est notre première approche. Et la seconde que nous avons étudiée est l'opposé, qui est peut-être un peu plus hypothétique, à savoir un embargo imposé par l'UE sur ses exportations vers la Russie. Il s'agit donc d'une sanction qui va dans l'autre sens et qui limite essentiellement les exportations de l'ensemble de l'UE vers l'économie russe.

Tim Phillips [00:07:00] :

Quels sont les pays couverts ?

Jean Imbs [00:07:02] :

Les données que nous utilisons sont donc le tableau international des entrées et sorties par pays publié par l'OIC. Il s'agit d'une couverture presque globale. Je pense qu'il y a des données sur environ 60 pays et une couverture assez granulaire en termes de secteurs. Nous nous concentrons ici sur les effets sur la Russie et sur les pays de l'UE. Mais tout en tenant compte, évidemment, des échanges commerciaux entre d'autres pays que ces deux blocs là, grâce à la couverture de l'échantillon, cela implique, comme je l'ai dit, environ 60 pays. Il y a donc probablement 40, 35 à 40 autres pays en plus de ceux que nous étudions directement.

Tim Phillips [00:07:39] :

Tout d'abord, en ce qui concerne les exportations d'énergie russe vers l'Europe, quel est l'impact de l'embargo sur le PIB de la Russie ?

Jean Imbs [00:07:50] :

Les chiffres que nous avons trouvés sont en fait proches de ceux que beaucoup d'autres ont trouvés. Ils tournent donc autour de 1 %. L'effet sur le PIB russe est peut-être un peu plus élevé, 1,3 %, dans nos estimations d'un embargo sur les exportations d'énergie de la Russie vers l'UE. Nous sommes donc dans les clous.

Il y a une exception que j'aime souligner. Il y a une exception en termes de prédiction du modèle. Il est possible de calibrer le modèle commercial canonique de manière à ce qu'il ait un effet très important, en le calibrant pour qu'il n'y ait absolument aucune substitution. L'élasticité de substitution prend alors sa valeur minimale, et l'on obtient un effet beaucoup plus important sur l'économie russe et l'économie de l'UE. Mais la littérature est parvenue, je pense, à une forme de consensus avant même l'utilisation de ces approximations, à savoir que l'effet de ces sanctions est, dans l'ensemble, assez faible. L'élasticité de ces substitutions n'est pas nulle, elles est en fait assez faible, mais elles n'est pas nulle.

Tim Phillips [00:08:52] :

Dans l'autre sens, si l'on considère ces sanctions sur les exportations d'énergie, quel est l'impact sur les pays européens ?

Jean Imbs [00:09:01] :

L'impact sur l'UE dans son ensemble est minuscule. Il représente moins de 0,1 % du PIB global de l'UE. Mais il existe de très grandes différences entre les pays étudiés. Par exemple, la Bulgarie, la Lituanie ou les pays baltes ont des effets beaucoup plus importants, des ordres de grandeur plus importants que, disons, l'effet sur l'Allemagne ou la France. Nous trouverons 1 % ou plus, par exemple, en Bulgarie, et moins de 0,1 % pour l'Allemagne, par exemple.

Tim Phillips [00:09:29] :

Je vois, donc les États satellites aussi, les pays russes qui faisaient partie du bloc de l'Est ou même de l'Union soviétique, font face à un effet beaucoup plus important.

Jean Imbs [00:09:38] :

Oui. Et l'une des choses que nous pouvons montrer en utilisant notre méthodologie, c'est qu'il semble que la raison pour laquelle cela se produit est une forte dépendance aux importations d'énergie russe pour les pays qui sont immédiatement autour de la Russie dans le sens où il y a peu d'alternatives dans les données. C'est le cas dans les données, pas dans le modèle. Il est très difficile de trouver une autre source d'importation d'énergie en Lituanie ou en Estonie, par exemple, dans les données. Historiquement, ces pays, par exemple la République de Hongrie ou, dans une certaine mesure, la Pologne, ont donc importé leurs intrants énergétiques exclusivement de Russie, ce qui est loin d'être le cas des grands pays d'Europe occidentale comme l'Allemagne et la France.

[Voiceover] [00:10:27] :

Nous ciblerons les secteurs stratégiques de l'économie russe en bloquant leur accès aux marchés clés pour la Russie.

Tim Phillips [00:10:37] :

Si l'on considère les autres exportations russes...

[Voiceover] [00:10:40] :

Ces sanctions sont conçues pour porter un coup sévère aux intérêts du Kremlin.

Tim Phillips [00:10:47] :

Existe-t-il un schéma similaire ?

Jean Imbs [00:10:50] :

Oui, les chiffres sont tout simplement plus importants. Si l'embargo ou les sanctions commerciales s'appliquent à toutes les exportations russes, l'effet sur l'économie russe est plus important. Les chiffres que nous obtenons sont de 3,6 % du PIB, ce qui est trois fois plus important que ce que nous obtenons lorsque nous nous limitons à l'énergie.

Tim Phillips [00:11:09] :

Maintenant, regardez dans l'autre sens. Les exportations européennes vers la Russie font l'objet d'un embargo. Quel est l'impact de cette mesure dans vos données ?

Jean Imbs [00:11:17] :

Encore une fois, c'est très peu pour l'Europe, c'est moins d'un demi-point de pourcentage, mais encore une fois avec une très grande dispersion. Ainsi, si vous regardez les satellites, les satellite anciens satellites de l'ex-Union soviétique, vous obtenez des chiffres qui dépassent les 2 % dans certains d'entre eux. Encore une fois, la Bulgarie, la Lituanie, l'Estonie, mais c'est minuscule en France ou en Allemagne, dans les grandes économies de l'Ouest.

Tim Phillips [00:11:40] :

Alors, regardez cela plus en détail, Jean. Qu'est-ce qui, dans les chaînes de valeur mondiales et dans la manière dont elles sont construites, fait que nous observons ces différences, ces symétries, tout d'abord entre l'Europe et la Russie, ensuite entre les États d'Europe ?

Jean Imbs [00:11:57] :

La différence entre les pays européens provient donc de la spécialisation de ces chaînes d'approvisionnement. Les chaînes d'approvisionnement impliquant l'énergie comme intrant dans les pays satellites sont extrêmement spécialisées. Si vous regardez les données historiques, il y a très peu de cas où l'un de ces pays s'est approvisionné en énergie à partir de sources alternatives dans d'autres pays. Les données nous indiquent donc qu'il est vraisemblablement très difficile pour ces pays de trouver des substituts. En fait, l'une des choses que nous sommes en mesure d'observer, c'est si c'est en raison de leurs infrastructures de transport. L'une des choses que nous montrons est que pour ces pays satellites, l'infrastructure de transport est essentiellement dédiée à l'importation d'énergie de Russie sous la forme, par exemple, de pipelines, alors que la situation est très différente dans les grandes économies d'Europe occidentale, où, tout d'abord, il existe de très nombreux fournisseurs alternatifs. L'un d'entre eux est la Norvège, par exemple, pour la France et l'Allemagne, les plus grandes économies d'Europe occidentale. Un autre est le Royaume-Uni. Il y a même les États-Unis. Il semble donc qu'il y ait eu, dans les données historiques, des moyens d'obtenir de l'énergie à partir de sources alternatives. Une autre façon de le dire est que les chaînes d'approvisionnement elles-mêmes sont plus diversifiées. C'est donc en partie la raison pour laquelle nous constatons ces asymétries au sein de l'UE.

Tim Phillips [00:13:19] :

Étant donné que ce conflit pourrait durer un certain temps, sera-t-il facile pour les pays les plus touchés, ces pays satellites, de se diversifier, étant donné que, comme vous l'avez dit, ces chaînes d'approvisionnement sont en fait des pipelines ?

Jean Imbs [00:13:38] :

C'est l'une des choses que nous essayons de savoir, en essayant d'obtenir une source de données aussi récente que possible, si d'ici 2022, voire 2023, dans quelle mesure nous voyons émerger une chaîne d'approvisionnement alternative en réponse à ces sanctions, en particulier dans les pays qui semblent être complètement spécialisés. Il s'agit donc d'un travail en cours. Mais les résultats préliminaires semblent suggérer que pour certains de ces pays, les modèles commerciaux diffèrent de ce que nous avons vu dans le passé en termes d'origine de l'énergie. En pratique, cela signifie que l'émergence de ces sanctions commerciales a littéralement créé de nouvelles façons d'acheminer l'énergie vers ces pays.

Tim Phillips [00:14:20] :

Lorsque j'ai consulté les projections du PIB de la Russie, j'ai été surpris de constater que les estimations étaient si éloignées les unes des autres. Le FMI indique que le PIB de la Russie

augmentera de 0,3 % en 2023. La Banque mondiale annonce une baisse de 3,5 %, L'OCDE une baisse de 5,6 %. Sur la base de votre travail, pouvez-vous nous donner votre meilleure estimation ?

Jean Imbs [00:14:43] :

Les chiffres que vous venez d'énumérer me donnent une très bonne raison de ne pas en donner moi-même. Ainsi, sur la base de modèles de sanctions commerciales et uniquement de sanctions commerciales, je pense que l'une des leçons tirées de ces quelques années de modélisation, d'étude, de simulation et d'analyse des données suggère qu'il existe un biais systématique selon lequel nos estimations sont plus importantes que ce qui semble se produire dans la réalité. Je serais donc prudent avec les grands nombres. Je pense que c'est sur la base de sanctions commerciales et uniquement de sanctions commerciales. Je pense que les effets sont probablement beaucoup plus faibles que ce que beaucoup de modèles pourraient prédire, parce qu'il me semble que la majorité des modèles prédisent en fait de petits effets. Mais je tiens également à dire que ces prévisions du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OCDE sont basées sur bien plus que les seules sanctions commerciales. Elles impliquent probablement aussi, tout d'abord, des sanctions financières, ainsi que des effets d'entraînement provenant d'un mécanisme plus axé sur la demande, à savoir qu'il y a tout simplement moins de demande en cas de guerre. Cela peut suggérer que les effets des sanctions basées sur les modèles commerciaux eux-mêmes sont probablement plus faibles que les effets réels en Europe.

Tim Phillips [00:15:51] :

C'est intéressant ce que vous dites à ce sujet, parce que je me souviens que lorsque nous avons discuté pour la première fois de l'impact des sanctions sur la Russie, il y avait un argument selon lequel les sanctions seraient inefficaces parce que dans une économie mondiale moderne, les chaînes de valeur mondiales peuvent être assez facilement reconfigurées, les gens peuvent trouver d'autres clients et d'autres sources d'approvisionnement. Êtes-vous d'accord avec cet argument ?

Jean Imbs [00:16:20] :

Il y a deux effets, n'est-ce pas ? D'une part, les chaînes de valeur mondiales multiplient les options extérieures et les possibilités de substitution à un fournisseur donné qui est, entre guillemets, problématique. C'est donc ce que vous dites. Mais d'un autre côté, l'existence de ces chaînes d'approvisionnement aura des effets d'entraînement. Elles amplifieront, propageront et amplifieront les effets d'un choc donné. La combinaison de ces deux éléments donne donc lieu à des prédictions ambiguës. D'une part, un choc donné peut avoir des effets plus importants précisément parce qu'il est difficile de s'écarter d'une étape de cette longue chaîne d'approvisionnement et qu'il finit par avoir des effets très importants. Mais d'un autre côté, si vous pouvez substituer, vous êtes en mesure de contourner ces effets, de contourner ces effets d'entraînement.

Tim Phillips [00:17:02] :

Raison de plus pour être en mesure de produire des estimations rapides comme celles que vous nous fournissez. Jean, merci beaucoup.

Jean Imbs [00:17:12] :

Merci, Tim.

Tim Phillips [00:17:22] :

Le document s'intitule An Empirical Approximation of the Effects of Trade Sanctions with an Application to Russia (Approximation empirique des effets des sanctions commerciales avec une application au cas de la Russie) et les auteurs sont Jean Imbs et Laurent Pauwels. Il s'agit du Discussion paper 18064 du CEPR, si vous souhaitez le trouver de cette manière.

[Voiceover] [00:17:43] :

Ceci est un VoxTalk du Center for Economic Policy Research. Nous vous présentons chaque semaine les meilleures nouvelles recherches en économie. Alors, abonnez-vous. Vous pouvez nous trouver partout où vous écoutez vos podcasts. Et si vous aimez ce que vous entendez, laissez-nous un commentaire. Prochaine émission de VoxTalks : L'immigration et les biens publics.